

Objectif Oman

Décembre 2022 – Janvier 2023



FAITS SAILLANTS

- *Un projet de budget 2023 trop prudent ?*
- *TotalEnergies annonce le démarrage de la production sur le bloc 10 et signe un contrat d'achat de GNL*
- *OQ, SAABIC et KPI s'associent pour développer le complexe pétrochimique de Duqm*
- *Signature du contrat d'usufruit du port de pêche de Duqm*
- *Lancement d'un appel d'offres pour la construction du « Muttrah Square Complex »*

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Un projet de budget 2023 trop prudent ?

Les autorités omanaises ont publié leur projet de budget pour l'année 2023. Etabli sur la base d'une production quotidienne de pétrole de 1,175 M de barils (+11,4% en glissement annuel) vendus au prix moyen de 55 USD – contre un cours de plus de 80 USD actuellement observé sur les marchés –, le projet de budget prévoit une réduction des dépenses de -6,4% en 2023 en g.a. par rapport au budget initial de 2022¹, à 11,4 Md OMR au total (29,5 Md USD).

Dans le détail, les « dépenses des ministères civils » – premier poste de dépenses budgétaires constitué aux trois-quarts des salaires des fonctionnaires – devraient s'élever à 4,4 Md OMR (+2,8% sur un an). Les « dépenses de défense et sécurité » devraient pour leur part progresser de +1,2% en 2023, à 3 Md OMR. Si elles ne constituent « que » le second poste consolidé au niveau comptable, les dépenses de défense et sécurité restent toutefois le premier poste – de loin – au niveau sectoriel, représentant ainsi 26,4% des dépenses publiques totales, devant l'éducation (16,7%), la santé (8,3%), la protection sociale (8,3%) et le logement (4,5%).

Conséquence de la création par les autorités de la société publique *Integrated Gas Company (IGC)*, en charge notamment de la « gestion de tous les actifs, droits et obligations liés à l'achat, la vente, l'importation, l'exportation et le transport du gaz naturel et de produits connexes », la ligne des « dépenses d'achat et de transport de gaz » disparaît formellement du budget de l'Etat en 2023 – *nb* : ces dépenses s'élevaient à 1,6 Md OMR en 2022.

Dans le sillage de la stratégie de réduction de la dette publique mise en œuvre par les autorités en 2022², et son corollaire, un taux d'endettement ramené à 42,5% du PIB (contre 62,9% fin 2021), la « charge des intérêts » devrait diminuer (-7,3% en g.a.) pour la première fois depuis 2015, à 1,2 Md OMR, soit 10,6% des dépenses totales.

¹ -13,3% en g.a. par rapport au budget exécuté de 2022 selon les données préliminaires

² Via notamment des mesures de remboursement anticipé de crédits bancaires et de rachat de d'obligations souveraines

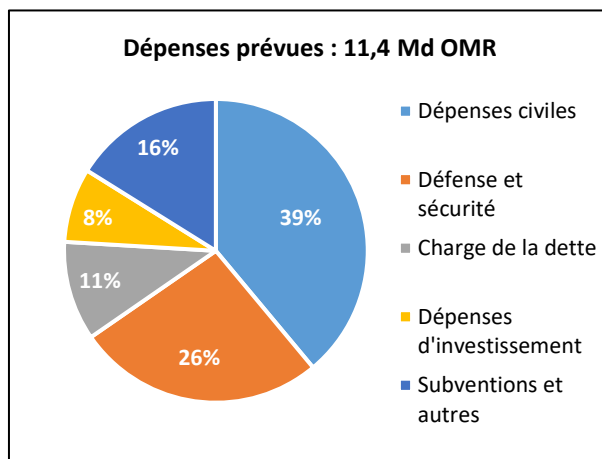
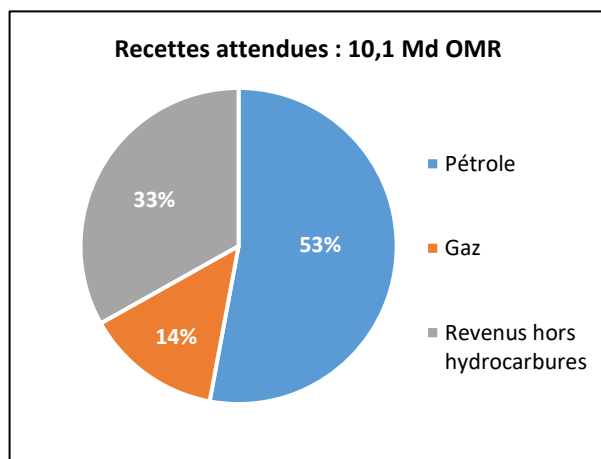
Le poste des « subventions » devrait s'alourdir en revanche avec l'apparition de nouvelles subventions pour la « protection sociale » (384 M OMR) et les « projets de développement »³ (200 M OMR), à 1,8 Md OMR au total. A noter par ailleurs que les « subventions des produits pétroliers », estimées à « seulement » 39 M OMR sous l'hypothèse d'un baril à 55 USD, pourraient *in fine* s'avérer plus importantes que prévues suite la prolongation jusqu'à la fin de l'année 2023 de la mesure de gel des prix des carburants introduite en 2022. De fait, le montant des subventions des produits pétroliers s'est élevé à 760 M OMR en 2022, contre 35 M OMR initialement budgétés.

Les « dépenses d'investissement » – dans le domaine civil – devraient pour leur part rester au niveau de 2022, à 0,9 Md OMR, soit 7,9% des dépenses totales, en dépit de la nette amélioration de la situation des finances publiques. 71,4% de ces dépenses devraient servir à financer des infrastructures. En complément du budget, le Gouvernement prévoit aussi de mettre à contribution le fonds souverain *Oman Investment Authority* (investissements à hauteur de 1,9 Md OMR) et la holding publique *Energy Development of Oman* (1,5 Md OMR), ainsi que de recourir aux Partenariats Public-Privé (PPP)⁴ et aux *Offsets*.

Du côté des recettes, les autorités anticipent une baisse de -5% par rapport au budget initial de 2022⁵, à 10,1 Md OMR (26,1 Md USD). Les « recettes gazières » devraient en particulier diminuer de moitié (-49,1% en g.a.), à 1,4 Md OMR, suite à la création d'*IGC*⁶. Les « recettes pétrolières » sont quant à elles attendues à 5,3 Md OMR, en hausse de +18,5% en g.a. La dépendance aux recettes pétrolières et gazières devrait dès lors demeurer élevée (67% des revenus de l'Etat omanais en 2023).

Les « recettes hors hydrocarbures » devraient rester stables pour leur part (-0,3% en g.a.) à 3,3 Md OMR, dont 800 M OMR en provenance du fonds souverain *OIA* (dividendes notamment), 590 M OMR issus de la TVA et des droits d'accises et 560 M OMR d'impôts sur les sociétés. Evoqué dans le *Plan de consolidation budgétaire à moyen terme 2021-2025*, l'impôt sur le revenu n'est pas mentionné dans le projet de budget et ne devrait donc pas entrer en vigueur en 2023.

Décomposition des recettes et des dépenses dans le projet de budget 2023



Source : Ministère des Finances

³ Forme de dépenses d'investissement dans des infrastructures (écoles, hôpitaux, etc.)

⁴ Projets de PPP en cours et planifiés: (i) éducation (42 écoles) ; (ii) santé (centre de dialyse ; centre médical Al Taafi Suhar) ; (iii) transport et logistique (route Salalah-Thumrait) ; (iv) technologie (système portuaire national ; plateforme Invest Easy) ; (v) agriculture (développement et opération du port de pêche de Liwa) et (vi) construction (siège du Ministère du Commerce, de l'industrie et de l'attractivité ; bâtiments de l'Association des femmes omanaises).

⁵ -29,4% en g.a. par rapport au budget exécuté de 2022 selon les données préliminaires

⁶ Les recettes gazières seront transférées par la nouvelle entité au ministère des Finances nettes des dépenses d'achat et de transport du gaz.

Au global, les autorités omanaises prévoient donc un déficit de -1,3 Md OMR en 2023 (-3,4 Md USD), soit 3% du PIB, contre un excédent – inédit depuis 2014 – de +1,1 Md OMR en 2022. Pour mémoire, le prix du baril nécessaire pour équilibrer le budget en 2023 a été fixé à 78,5 USD par le *FMI* dans sa revue *Article IV* de novembre dernier (contre 75,2 USD en 2022). Le cas échéant, le déficit devrait être financé aux deux-tiers (900 M OMR) par de l'endettement et le reste par la « mobilisation des réserves » (400 M OMR).

L'année 2022 a donc confirmé le net redressement des finances publiques omanaises et la correction de la trajectoire d'endettement du pays, déjà entrevus fin 2021 à la faveur de la hausse des cours des hydrocarbures. Pour 2023, les autorités omanaises semblent avoir pour objectif de pérenniser cet assainissement tout en préservant le volet social. On pourra toutefois s'interroger sur le choix, déjà exprimé, d'allouer les probables recettes pétrogazières supplémentaires au – seul – remboursement de la dette publique au détriment de l'investissement, « parent pauvre » du nouveau budget alors même que l'activité de nombreuses entreprises locales et étrangères dépend de la commande publique.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Gaz : TotalEnergies annonce le démarrage de la production sur le bloc 10 et signe un contrat d'achat de GNL

TotalEnergies a annoncé le 20 janvier 2023 le démarrage de la production de gaz au sein du champ *Mabrouk North East*, situé sur le Bloc 10 *onshore*, dont le groupe français détient 26,55% (via *Marsa LNG*) aux côtés de la société publique omanaise *OQ* (20%) et de *Shell* (53,45% ; opérateur). La production devrait atteindre 500 millions de pieds cubes par jour d'ici mi-2024. Cette annonce fait suite à la signature en décembre 2021 de plusieurs accords de développement gazier avec le *ministère de l'Energie et des minéraux*. Outre l'accord de concession du Bloc 10, ces accords prévoyaient aussi la création de *Marsa LNG*, co-entreprise intégrée entre *TotalEnergies* (80%) et *OQ* (20%). *Marsa LNG* produira du gaz naturel à partir du Bloc 10, en vue de développer ultérieurement à Sohar une usine de liquéfaction de gaz alimentée par de l'électricité solaire pour la production de carburant marin GNL soute.

Le groupe français a par ailleurs annoncé le même jour la signature d'un contrat avec *Oman LNG* pour l'achat de 0,8 million de tonnes par an (Mtpa) de GNL sur la période 2025-2035 – ce GNL sera destiné aux marchés européens et asiatiques. Cet accord fait écho à plusieurs autres contrats signés récemment par *Oman LNG* avec *Shell* (0,8 Mtpa sur 2025-2035), les entreprises japonaises *Jera* (0,8 Mtpa sur 2025-2035), *Itochu* (0,8 Mtpa sur 2025-2030/2035?), *Mitsui* (0,75 Mtpa sur 2025-2030/2035?), le thaïlandais *PTT Global LNG* (0,8 Mtpa sur 2026-2035) et le turc *Botas* (1 Mtpa sur 2025-2035). Pour mémoire, le gaz liquéfié omanais est jusqu'à présent principalement exporté vers l'Asie sur la base de contrats à moyen et long terme, qui arriveront à échéance en 2025. Alors que les autorités omanaises avaient émis au plus fort du pic pétrolier le souhait de renforcer significativement le rôle du marché *spot*, perçu comme plus rémunérateur, choix semble finalement fait de sécuriser et diversifier les débouchés sur la base de contrats de vente de GNL à dix ans.

Pétrochimie : OQ, SAABIC et KPI s'associent pour développer le complexe pétrochimique de Duqm

Les entreprises omanaise *OQ*, saoudienne *SAABIC* et koweïtienne *Kuwait Petroleum International (KPI)* ont signé fin décembre 2022 un accord (« *Project Development Agreement* ») afin de développer ensemble un complexe pétrochimique dans la *zone économique spéciale de Duqm*, à proximité de la nouvelle raffinerie « *OQ8* ». Cette usine sera notamment composée d'un vapocraqueur et d'une installation d'extraction de liquide de gaz naturel. Aucun élément de calendrier, ni montant envisagé de l'investissement n'ont toutefois été dévoilés à ce jour. Les dirigeants d'*OQ* ont par ailleurs confirmé à cette occasion le lancement d'ici fin 2023 des opérations commerciales au sein d'*OQ8*, développée conjointement par *OQ* et *KPI* (investissement de 8 Md USD). Alimentée pour un tiers par du pétrole omanais et pour deux-tiers par du pétrole koweïtien selon la revue spécialisée *Mees*, la raffinerie pourrait produire à terme 131 500 barils/jour de diesel, 60 800 b/j de naphta, 22 400 b/j de kérosène et 12 300 b/j de GPL.

Pêche : signature du contrat d’usufruit pour le port de pêche de Duqm

Marsa Al Duqm Investments Company – consortium regroupant plusieurs entreprises publiques omanaises, dont *Fisheries Development Oman (FDO)*, et *SAS Ker-Oman*, filiale de l’opérateur du port de pêche de Lorient – et l’*Autorité publique pour les zones économiques spéciales et les zones franches (OPAZ)* ont signé en décembre 2022 un contrat d’usufruit en vue de la réalisation, de l’exploitation et du développement commercial du port de pêche de Duqm (voir *Objectif Oman* de décembre 2020-janvier 2021). Pilier essentiel de la stratégie omanaise de développement des activités de pêche et d’aquaculture, ce projet doit notamment contribuer à renforcer le poids économique du secteur, estimé à seulement 1% du PIB en 2021.



Pour mémoire, 922 000 tonnes de poissons ont été pêchés en 2021 – principalement de manière artisanale – selon les statistiques officielles, en hausse de +9,7% sur un an. Si ces résultats ont permis à Oman de confirmer son statut d’exportateur net de poisson, la montée en puissance du secteur a néanmoins été freinée par la vétusté d’une partie des infrastructures, de la flotte et des installations de stockage et de transformation, par l’insuffisante connaissance des fonds marins et du niveau d’utilisation des ressources halieutiques, par le manque de formation à la pêche industrielle et par la forte concurrence des bateaux de pêche étrangers à proximité des eaux territoriales.

Sidérurgie : signature d’un MoU en vue de la construction d’une usine de production d’acier vert à Duqm

L’autorité publique *OPAZ* et le groupe métallurgique *Jindal Shadeed* ont signé en décembre 2022 un protocole d’accord (« *MoU* ») en vue de la construction d’une usine de production d’acier vert – réalisée à partir d’hydrogène vert – dans la *zone économique spéciale de Duqm*. Estimé à 3 Md USD, ce mégaprojet sidérurgique devrait s’étaler sur une surface d’environ 2 km² pour une production de 5 millions de tonnes par an à terme – à destination principalement des marchés européens et asiatiques. Le démarrage de l’usine est envisagé à horizon 2027.

Construction : lancement d’un appel d’offres pour le « Muttrah Square Complex »

La *municipalité de Mascate* a lancé un appel d’offres pour la construction du *Muttrah Square Complex* dans le quartier historique de Matrah, à l’est de la capitale. Vainqueur de la première édition en 2022 du concours d’architecture *Bilarab bin Haitham*, le projet retenu (voir illustrations) prévoit la construction d’un pont en forme d’arche offrant une vue sur la mer et les principaux sites touristiques de la vieille ville, ainsi qu’une place, une fontaine, des magasins et des cafés. Les entreprises intéressées ont jusqu’au 15 février 2023 pour soumettre leur offre.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Tom Crance, Adrien Rebet, Fabien Gleizes

Revu par : Fabien Gleizes
Chef du Service Économique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>